

2015/08

Djihadistes occidentaux en Syrie : Génération radicalisation

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &
Études*
Questions sociales



Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Education permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro Sbolgi, éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES
DROITS DE L'HOMME
MIGRATIONS
POLITIQUE INTERNATIONALE
ÉCONOMIE

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites www.lesitinerrances.com et www.sireas.be, elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à educationpermanente@sireas.be



**Service International de Recherche,
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**
Secteur Éducation Permanente
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58
educationpermanente@sireas.be
www.lesitinerrances.com – www.sireas.be

Avec le soutien
de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Le 30 mars 2013, la presse belge révélait la mort de Sean Pidgeon, un jeune Bruxellois, converti à l'Islam, qui avait rejoint les rangs des combattants islamistes en Syrie. On apprit par après que ce jeune homme de 23 ans, premier djihadiste belge ayant rejoint la Syrie dont on a appris le décès, avait quitté la Belgique en novembre 2012. L'été de cette année-là est généralement considéré comme le début des vagues de départs de jeunes Européens vers les champs de bataille irakiens et syriens. L'appel du djihad n'est pas neuf dans nos sociétés. De la guerre d'Afghanistan à celle en Irak en passant par le conflit bosnien, des réseaux de recrutement ont déjà fonctionné et d'autres ont été démantelés. Cela n'avait cependant jamais pris une telle ampleur. Nous allons donc tenter d'expliquer pourquoi les recruteurs djihadistes ont aujourd'hui un discours beaucoup plus audible qu'il y a dix ou vingt ans. Un phénomène d'autant plus inquiétant que c'est Daech (acronyme arabe de l'État islamique), spécialisé dans la mise en scène de sa barbarie extrême, qui semble avoir les faveurs des candidats au départ.

L'AMPLEUR DU PHÉNOMÈNE

La Belgique semble être le pays européen le plus touché par la vague de départs. Selon les Nations-Unies, 22.000 combattants étrangers se retrouveraient en Syrie et en Irak (1). Parmi ceux-ci, environ 5.000 proviendraient de l'Union européenne (2). La Belgique évalue à 260, le nombre de djihadistes provenant de son territoire (3). Le chiffre peut paraître bas mais rapporté au nombre d'habitants du pays, il prend déjà une autre signification : la Belgique serait le pays européen qui, proportionnellement (à sa population totale donc), compterait le plus de combattants étrangers en Syrie et en Irak.

Il s'agit là des chiffres provenant des voies officielles. L'historien Pieter Van Ostaeyen, spécialiste du monde arabe, tient sur son blog, un comptage détaillé des départs (et des décès sur place) belges. Il estime, pour sa part, qu'au 15 août 2015, 502 personnes (dont 45 femmes) provenant de notre pays étaient ou avaient été actives sur le champ de bataille (4). Mais admet qu'il peut y avoir des doublons entre nom (ou surnoms) et « noms de combattant » dans sa base de données. Dans son décompte détaillé, il évoque entre 180 et 190 Belges présents en Syrie, 120 de retour en Belgique, 10 en cours de voyage, 50 qui ont été stoppés dans leur tentative de rejoindre ce pays et 60 à 70 qui seraient morts sur place. L'âge moyen des djihadistes belges serait de 25,8 ans. Il aurait identifié 107 Belges combattant pour Daech, dont 19 pour sa branche libyenne et 78 individus pourraient être liés à Sharia4Belgium, la célèbre organisation désormais dissoute, du moins officiellement. Plus étonnant : au moins cinq individus auraient rejoint la Syrie pour combattre du côté des forces gouvernementales.

QUI SONT CES DJIHADISTES ?

Impossible de savoir si les autorités sous-estiment le nombre de djihadistes belges ou si le chercheur le surestime. Notre propos était juste d'illustrer que le phénomène n'était pas anodin. Encore moins, si on ne prend pas la population belge comme référence mais bien la communauté musulmane de Belgique estimée à environ 650.000 âmes.

Pour déterminer les causes de cette radicalisation d'une partie des jeunes adultes musulmans de Belgique, il faut voir s'ils répondent à des profils-types. Un premier travail en ce sens a été réalisé en 2014 par Mohssin El Ghabri et Soufian Gharbaoui pour le compte d'Etopia, le centre d'animation et de recherche en écologie politique (5). Lors de leur étude, ils ne pouvaient pas encore compter sur la somme de témoignages disponible actuellement. Leur modèle est donc essentiellement théorique. Il se base sur différents travaux, effectués antérieurement, étudiant les ressorts de la violence politique. Ils y ajoutent cependant une approche micro-économique en introduisant une notion qu'ils nomment « altruisme familial ». « (...) *notre postulat stipule que, pareillement à presque tous les agents économiques d'une société, le militant politique est animé d'un sentiment d'altruisme à l'égard de sa famille. On s'attend dès lors à ce qu'il tienne compte de l'importance de son salaire dans les revenus de sa famille avant d'y renoncer au profit d'un engagement dans la lutte armée. Logiquement, plus le salaire du militant représente une part importante de l'ensemble des revenus familiaux, moins celui-ci devrait être tenté de s'engager dans la violence politique.* » (5) Ce postulat met en rapport deux variables : le salaire et la richesse familiale. Les deux chercheurs

y ajoutent le « bénéfice idéologique » que le militant tire de la concrétisation de ses aspirations politiques ainsi que le niveau d'efficacité de son activisme militant. À partir des nombreuses combinaisons et interactions possibles entre ces quatre variables, ils ont déterminé quatre profils-types.

1. *Les Rimbaud : des activistes irresponsables et sans contraintes.* Ils ne sont pas dans une situation économique favorable et les opportunités économiques dans la sphère légale vont de faibles à très faibles. Leurs familles sont financièrement autonomes par rapport à eux. Résultat : ils ne peuvent se soucier que d'eux-mêmes et se consacrer entièrement à leur réalisation personnelle. « *Du fait de leur situation économique et familiale, on peut supposer que les Rimbaud ne « nécessitent » pas une grande adhésion idéologique pour basculer dans un processus de violence politique.* » (5) On parle ici typiquement de jeunes pas encore insérés sur le marché du travail et célibataires. Mais aussi, par exemple, de personnes qui n'ont pas d'espoir, à court ou moyen terme, de s'insérer sur le marché de l'économie légale. On peut également supposer qu'ils représentent « le gros des troupes » parmi les djihadistes partis en Syrie.

2. *Les Che-Guevara : des activistes aisés et éduqués.* Ils disposent de revenus, ou de promesses de revenus important s'ils sont étudiants, mais proviennent d'une famille qui n'a pas besoin d'eux pour subvenir à ses besoins. Ils sont donc financièrement indépendants et libres de travailler à la réalisation de leurs idéaux politiques. Leur adhésion idéologique est plus importante que celle du Rimbaud puisque leur militantisme s'exerce au détriment de leurs revenus ou promesses de revenus. Ce sont des militants éduqués et ils ne se destinent pas nécessairement à la lutte armée. On pourrait placer dans cette catégorie Abdellah Boudami, universitaire belge que le quotidien La Libre Belgique a rencontré (6). Le journaliste décrit ce jeune homme comme exemplatif d'un courant d'intellectuels issus de l'extrême-gauche considérant les musulmans comme une minorité opprimée et prônant un retour aux sources de l'Islam. Les thématiques qu'ils abordent sont la lutte contre l'islamophobie, la lutte contre la colonisation (y compris celle de l'intérieur) et l'impérialisme occidental, le conflit israélo-palestinien, ... Lui-même se voit plutôt comme « *un musulman concerné par ce qui se passe et qui ne peut se contenter de rester inactif.* » (6) Il s'est donc rendu quelques mois en Syrie, non pas pour combattre, mais pour faire de l'humanitaire (ce que les forces de sécurité belge ne croient pas) et est plus intéressé par l'émergence d'une résistance islamique hors des territoires contrôlés par Daech que par l'organisation sanguinaire.

3. *Les Rambo : des activistes démunis, mais convaincus.* Leurs familles ne sont pas dans une situation économique favorable mais ils ne sont pas en situation de leur apporter des revenus complémentaires, leurs propres

opportunités économiques dans la sphère légale étant très faibles voire nulles. Ils vivent dans la précarisation et n'ont que peu d'espoir de mobilité sociale. « *On peut en outre supposer que son niveau d'adhésion idéologique est relativement élevé puisqu'il laisse sa famille dans le besoin matériel et renonce à la maigre possibilité d'un revenu dans la sphère légale* » (5).

4. *Les Terminator : des activistes déterminés et irréductibles.* Sans doute les plus rares parmi les activistes : leurs familles ont besoin d'eux pour ne pas tomber dans la précarité. Malgré cela, ils décident de partir combattre. L'adhésion idéologique est donc maximale.

Cette catégorisation théorique des djihadistes, ou candidats djihadistes, se heurte évidemment à certaines limites et reste très globale. Elle donne cependant quelques indications intéressantes sur le profil des Belges partis combattre en Syrie mais peut également servir à évaluer les mesures prises dans notre pays pour contrer le phénomène de radicalisation. En effet, un individu n'est pas fixé dans une des quatre catégories. Il peut passer de l'une à l'autre si l'une des variables qui conditionne son comportement change. Cette évolution peut être personnelle ou dictée par l'environnement socio-économique dans lequel il évolue. Par exemple, en fonction de l'intensité de leur adhésion au djihadisme, l'augmentation d'opportunités économiques légales peut pousser certains individus à renoncer au départ, ou à l'action violente sur place, pour un militantisme plus théorique. Tandis qu'au contraire, la diminution, voire la disparition, de l'espoir de se faire une place dans nos circuits économiques peut entraîner l'idée chez d'autres qu'ils n'ont « plus rien à perdre ». Les perspectives familiales ont aussi un rôle à jouer : un homme (ou une femme) qui prévoit un mariage et/ou la fondation d'une famille sera moins enclin à l'action violente. Idem si sa part de revenu est appelée à prendre une place plus importante dans le bien-être de sa famille.

UNE NOUVELLE ATTRACTIVITÉ

D'autres chercheurs ont également travaillé sur le sujet en tenant compte des données disponibles de plus en plus nombreuses : profil et discours des djihadistes sur les réseaux sociaux, témoignages de ceux qui reviennent de Syrie (les « *returnees* » en jargon policier), données collectées par les services de renseignement, le procès de Sharia4Belgium... En Belgique, les recherches de Pr. Rik Coolsaet de l'Université de Gand nous semblent particulièrement intéressantes. Il en livre une partie dans un document publié par Egmont, l'Institut

Royal pour les Relations Internationales titré « What drives Europeans to Syria, and to IS ? Insights from the belgian case » (7). Il commence par noter que « l'exportation » de djihadistes belges vers des théâtres de conflit n'est pas neuve : les conflits entre l'Afghanistan et l'URSS, la guerre civile bosnienne ou l'invasion de l'Irak par les troupes alliées en 2003 avaient déjà entraîné des départs. On se souviendra notamment que les assassins du commandant Massoud, en 2001, venaient de notre pays que la première femme occidentale à commettre un attentat-suicide en Irak (en 2005). Muriel Degauque, était une Belge convertie à l'Islam. Toutefois, si des filières de recrutement ont déjà existé en Belgique, les cas de départs restaient forts réduits. Comment expliquer, dès lors, ce changement ?

Des différentes sources auxquelles il a accès, à traiter avec toute la précaution requise lorsqu'il s'agit d'interviews de djihadistes ou de ce qu'ils écrivent sur les réseaux sociaux, le professeur gantois note qu'on peut tirer des points communs : ils mentionnent souvent des difficultés personnelles de différents types et un sentiment d'exclusion et d'absence d'appartenance à notre société. Une bonne partie d'entre eux a également connu des problèmes avec la justice. Selon le parquet fédéral, à peu près 50% des djihadistes belges avaient un casier judiciaire avant leur départ, le plus souvent pour de la criminalité de type vol à la tire, braquage ou coups et blessures (8). « *Des sources mentionnées, on tire l'impression d'individus solitaires, qui se sont parfois également éloignés de leur famille et de leurs amis. À tel point que cet éloignement devient de la colère. Aller en Syrie est un des exutoires possibles à cette colère.* » (7)

Contrairement à la génération précédente de djihadistes, et en partie à cause de leur jeune âge, leurs connaissances religieuses, politiques et géopolitiques sont bien plus superficielles. Ils se donnent le droit d'interpréter le Coran comme ils le veulent, rompant ainsi avec la tradition de leurs parents. En effet, dans l'Islam de tradition malékite, pratiqué notamment au Maghreb, le consensus de la communauté et l'intérêt général de la société sont des sources du droit traditionnel (9). Ce n'est pas le cas dans l'Islam wahhabite et cela permet à ces jeunes de considérer leurs aînés comme des pratiquants qui se trompent. Leur discours est un assemblage de sources et slogans provenant d'Internet, de leur groupe d'amis ou de membres de la famille. Le plus important étant que ce discours justifie et légitime leur attitude, du moins à leurs propres yeux.

UN PARALLÈLE ÉTONNANT

Rik Coolsaet y voit un parallèle avec les groupes radicaux de gauche qui se sont développés dans les années 60 et 70. La plupart des membres de ces groupes ne s'était pas attardée sur « Le Capital » de Marx et se contentait du

« Petit Livre Rouge » de Mao ou d'une très populaire série de livrets chiliens expliquant le marxisme dans des termes très simples. Il n'est d'ailleurs pas le seul à développer ce parallélisme. Pour le Français Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS et spécialiste reconnu de l'Islam, « *ce sont des jeunes qui cherchent leur guérilla, comme nous dans les années 60.* » (10) Comme les jeunes révolutionnaires des années 60 et 70, ils sont prêts à rejoindre la révolution, en l'occurrence le djihad, quelque soit l'endroit où il se passe, sans tenir compte des enjeux nationaux de ces conflits.

Pour obtenir cette radicalisation, Olivier Roy considère qu'il faut trois éléments : une impasse existentielle, une violence qui paraît inéluctable et un caractère international. Le djihadisme les rassemble et est, en quelque sorte, la seule cause valable sur le marché pour ces jeunes en rupture (11). De plus, le salafisme qui nie toute particularité culturelle, ethnique ou nationale à la pratique de l'Islam se pose en vecteur idéal. « *Ces mouvements radicaux (j'y mets aussi bien les Khmers rouges ou le Komintern) partagent une vision universaliste du monde, l'idée que les hommes sont les mêmes partout et qu'il faut faire table rase des traditions, des cultures, etc., parce qu'elles occultent les vrais rapports de force : économiques (pour la mouvance marxiste), entre le bien et le mal (pour les religieux).* » (12)

L'analogie entre les révolutionnaires gauchistes d'autrefois et les djihadistes d'aujourd'hui n'explique cependant pas tout. L'époque est différente et les facteurs locaux comme internationaux ne sont plus les mêmes. L'âge moyen, plutôt bas, des djihadistes provenant d'Europe indique bien qu'il s'agit là d'un phénomène générationnel. Et s'il est toujours délicat de tenter de cerner des facteurs générationnels, certains d'entre eux sautent aux yeux lorsqu'on examine la manière de faire de Daech et ses stratégies de communication. L'image y occupe ainsi une place primordiale. Celles que nous voyons sont d'une terrifiante brutalité, de la barbarie à l'état pur. La crainte et le dégoût qu'elles nous inspirent peuvent s'avérer attirant pour le radicalisé à qui on a appris à haïr notre société. Elles sont, par contre, regardées tout autrement par une jeunesse qui, des programmes télévisés regardés depuis l'enfance aux jeux vidéos, a appris à banaliser la violence. Et, finalement elles jouent avec un nihilisme qui serait bien propre à notre époque.

Pour Olivier Roy, « *nous faisons face à un nihilisme générationnel, à une jeunesse fascinée par la mort. Avec Daech, ces enfants perdus de la mondialisation, frustrés ou marginaux, se retrouvent investis d'un sentiment de toute puissance du fait de leur propre violence, de surcroît à leurs yeux légitime. Daech leur offre un vrai terrain, où ils peuvent se réaliser. C'est son coup de génie. Il peut absorber beaucoup plus de volontaires qu'Al-Qaeda, lequel recrute dans la clandestinité. Désormais, ces djihadistes peuvent se battre au grand jour pour défendre un territoire au sein de bataillons islamistes. Ils se vivent comme des héros dans des vidéos préparées, dans lesquelles ils expliquent pourquoi ils sont heureux de mourir en martyrs.* »

(13) Est-ce un hasard si le Centre français de prévention des dérives sectaires liées à l'Islam a remarqué que parmi les djihadistes qu'ils suivent, 40% ont connu un épisode dépressif dans leur jeunesse (8) ?

LE LANGAGE DE DAECH

On touche là à autre aspect de la communication de Daech, celle qui est dirigée vers les jeunes musulmans. Le slogan pourrait en être « le djihad, c'est cool ». Les photos et films envoyés par les Européens partis combattre en Syrie laissent apparaître des villas avec piscine, des combattants qui parlent de leur salaire et de leur joie d'être enfin considérés comme utiles au milieu de « frères », plutôt que de se voir comme de trop au sein d'une société hostile. Ces témoignages provenant du champ de bataille exaltent aussi le fait d'écrire l'histoire, d'être « *là où ça se passe* » (14). Le djihad offre non seulement un idéal mais aussi un cadre de valorisation où l'on peut reconstruire son estime de soi. On passe d'une vie dénuée de sens à une vie pleine, aventureuse même si elle risque de ne pas durer longtemps. Au moins, on sera mort debout plutôt que d'avoir vécu à genoux, pour reprendre une expression célèbre.

De plus, Daech parle le même langage que ses jeunes. Loin d'être une bande d'arriérés, comme on peut parfois l'entendre, l'organisation djihadiste est ancrée dans la modernité. Le journaliste français Nicolas Hénin, spécialiste du Proche-Orient et auteur du livre « Jihad Academy » (15), a pu le constater. Pris en otage en Syrie le 22 juin 2013, il était finalement libéré le 18 avril 2014. Durant ces dix mois de détention, il a pu observer de près et créer des liens avec ses geôliers dont un certain Mehdi Nemmouche, l'auteur présumé de la tuerie du Musée Juif à Bruxelles le 24 mai 2014. « *Mehdi Nemmouche, c'est un enfant de la télé. C'est quelqu'un dont le plus gros des références culturelles [étaient télévisuelles]. On devinait, dans les conversations, les après-midis de désœuvrement passés à regarder la télé. Il est parti en Syrie pour passer à la télé. Toutes ses références sont des références d'émissions de télé-réalité, de divertissement, d'émissions judiciaires sur le crime. L'ensemble de son corpus idéologique était beaucoup plus le paysage de l'audiovisuel français que le Coran* » (16), raconte-t-il.

Pour le journaliste, si Daech rencontre un tel succès auprès d'une certaine jeunesse occidentale, c'est parce qu'ils utilisent un langage compréhensible : « *Ils parlent le même langage que nous. Je ne veux pas dire par là qu'ils parlent français, anglais, allemand, espagnol, non ! Ils parlent notre langue, on a le même langage culturel ! Ce sont des gens qui ont vu les mêmes films que nous, qui ont joué aux mêmes jeux vidéo que nos enfants, qui ont lu les mêmes bouquins, enfin, ils baignent dans notre bain culturel. Ce sont tous des enfants de Facebook et Twitter, on a le même bain culturel, les mêmes*

références. Et ce n'est pas étonnant d'ailleurs qu'une des principales sociétés de production qui produit les vidéos de l'État islamique ait été fondée par une petite bande de djihadistes allemands. Ce sont des gens de chez nous, ce ne sont pas du tout des Syriens, des Irakiens, ces gens-là. » (16).

Il valide également les observations de Rik Coolsaet et d'Olivier Roy : « Un certain nombre d'entre eux disent leur quête de la mort et disent leur refus de rentrer dans leur pays. Ils disent qu'ils sont venus en Syrie en sachant ce qu'ils y trouveraient, et que ce qu'ils y trouveraient, ce serait la mort. Pour faire un djihadiste, il suffit de pas grand chose. Vous prenez une tête un peu faible ou un peu vide, vous la remplissez avec une dizaine de mots d'arabe, de notions très basiques d'islam, qui n'ont rien avoir avec l'islam (...) Leur connaissance de l'islam est extrêmement sommaire pour la plupart d'entre eux en tout cas. L'islam est un support, c'est un vecteur de l'expression de leur rage, de leur envie d'en décondre avec la société. » (16) Le professeur gantois résume cela d'une formule lapidaire : « Le départ de ces jeunes tient davantage de la fuite en avant que du désir de combattre pour une idéologie » (17).

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Arrivés à ce stade, il faut chercher les raisons d'une colère si forte qu'elle vire à l'autodestruction. Et pour cela, il ne faut pas aller très loin. Au cours de ces dernières années, nous avons plusieurs fois analysé de quelle manière notre société devient de plus en plus excluante. En attaquant minutieusement les différents mécanismes de solidarité existant, nos autorités, aveuglées (ou enchaînées) par les dogmes économiques néolibéraux, creusent l'écart existant entre les couches les plus pauvres et les plus aisées de la population. Or, les populations issues de l'immigration se trouvent plus souvent du côté des pauvres. Le constat n'est pas neuf : l'ascenseur social ne fonctionne plus. La moitié de la communauté marocaine de Belgique vit en-dessous du seuil de pauvreté (comparé aux 15% parmi les Belges non-issus de l'immigration) et, en Belgique, le fossé en termes de chômage et d'enseignement entre les « natifs » et l'immigration extra-européenne est un des plus profonds d'Europe (7). La jeune génération a vu leurs aînés croire qu'en travaillant, qu'en s'intégrant à la société belge comme on leur intimait, leur avenir serait meilleur. Cela s'est certes avéré vrai pour certains mais pour de nombreux autres, ce fut un leurre. Une partie des adolescents et jeunes adultes d'aujourd'hui en ont déduit que cette société ne voulait pas d'eux. Une impression renforcée par les nombreuses discriminations structurelles existantes dans des domaines comme l'emploi, le logement et l'enseignement.

À cela, il faut évidemment ajouter le contexte culturel : un racisme de plus en plus ambiant et déclaré ainsi qu'une omniprésence du débat sur la compatibilité entre l'Islam et les valeurs occidentales. Ayant grandi en même temps que le discours du « choc des civilisations » et à une époque qui voit la montée des discours identitaires aux quatre coins du globe, les jeunes radicalisés sont d'autant plus prompts à diviser la société entre « eux » et « nous ». Le discours djihadiste violent a pour effet de déshumaniser ceux qui ne sont pas dans le « bon camp ».

Toutes les études montrent que la radicalisation s'installe lorsqu'on ne croit plus que l'État, ses institutions et ses lois, nous protègent (9). Et si, en plus, le discours officiel est celui de « l'égalité pour tous » mais qu'il est contredit dans les faits, naît le sentiment que la société dans laquelle on vit est corrompue. Un terrain de colère, de frustrations et de désespoir que certains exploitent en convainquant ces individus que la seule alternative qui s'offre à eux est le passage à l'acte armé pour défendre leur religion stigmatisée. L'engagement est présenté comme une sorte de renaissance, une rupture extrême avec leur milieu et leur mode de vie habituel. Tout cela explique que le discours des recruteurs djihadistes est aujourd'hui audible alors qu'il y a vingt ans, ou même dix, il n'attirait qu'une petite frange d'idéologues et de fanatisés.

À QUI LA FAUTE ?

L'objet des recherches de Montasser AlDe'emeh, doctorant à l'Université d'Anvers, porte justement sur les combattants étrangers en Syrie. En contact, via les réseaux sociaux, avec de jeunes Belges partis là-bas, il est parti les rejoindre durant quinze jours en juillet 2014. Il a ensuite mis par écrit son témoignage dans un livre intitulé « Pourquoi nous sommes tous des djihadistes » (18). Les raisons des départs que lui racontent les jeunes croisés là-bas sont nombreuses mais elles tournent toujours autour des mêmes thèmes : la puissance de la foi (notamment pour les convertis), les sentiments d'injustice et de révolte, le manque de sens à la vie de nos sociétés occidentales, l'impossibilité de se construire une identité positive en Belgique,... Faut-il ignorer ces discours sous prétexte qu'ils proviennent de personnes qui ont choisi de rompre avec nos sociétés, voire de la combattre ? Ou faut-il y accorder attention, de la même manière qu'un médecin traque les symptômes d'une maladie avant d'établir un diagnostic et de choisir la médication adéquate ? La réponse semble évidente.

Pourtant, dans une partie de la population mais aussi au sein de certains partis politiques, on préfère se concentrer sur de fausses pistes. Ainsi, pour

certains, c'est l'Islam qui est fautif. Une religion qui n'aurait pas encore connu son « siècle des Lumières » et serait restée fondamentalement totalitaire et violente, et donc inadaptée à notre société. Rappelons d'abord que, comme toutes les religions, l'Islam n'est pas monolithique. Il n'existe pas un Islam mais des Islams. Et nous avons expliqué dans cette analyse que la version propagée par les djihadistes est volontairement simpliste et inaboutie de manière à ce que cette religion prenne l'aspect de l'outil parfait d'expression d'une colère violente. Lorsque la grande partie de la communauté musulmane dit « Daech, ce n'est pas l'Islam », ce n'est pas qu'une figure rhétorique pour se déculpabiliser, c'est avant tout une conviction profonde qu'il faut entendre.

Internet et les nouveaux moyens de communication qu'il met à la disposition de tout un chacun est aussi parfois pointé du doigt. Cette technologie a certes pris une grande importance dans notre société, pour le meilleur et pour le pire. La place qu'elle occupe parfois dans la vie des enfants, adolescents et jeunes adultes, au point de leur dicter leur rapport au monde, peut paraître effrayante pour les aînés. Pourtant là aussi, les recherches se rejoignent : Internet et les médias sociaux ne sont pas les points de départ d'un processus de radicalisation. Ils sont plus à considérer comme des facilitateurs lorsque le processus est déjà enclenché (19), en offrant notamment des lieux où l'on rencontre d'autres personnes qui ont suivi le même chemin de réflexion et sont arrivées aux mêmes conclusions. Nous connaissons pratiquement tous la manière dont fonctionnent les réseaux d'amitiés sur Facebook, il s'agit essentiellement de rassemblement entre « pairs » qui partagent les mêmes centres d'intérêt et les mêmes valeurs centrales. Les personnes qui feraient part d'opinions trop dissonantes ou dérangeantes pouvant être « occultées » d'un seul clic.

Ce rôle des nouveaux médias a été analysé, notamment, dans une étude conjointe de l'Université de Louvain (UCL) et de celle de Gand (20). Après avoir tiré les conclusions que nous résumons ci-dessus, l'étude se penche sur les vraies causes de la radicalisation, à savoir l'écart trop important ressenti entre « *un équilibre satisfaisant* », lorsque les besoins fondamentaux de l'individu sont rencontrés, et la vie menée effectivement. On en revient donc à un terrain de frustration sur lequel les mouvements extrémistes jouent en apportant une réponse au besoin de sens et à l'injustice ressentie tout en offrant un lieu d'appartenance et de valorisation. L'étude conclut que le contre-discours à opposer aux radicaux ne sera efficace que s'il offre une alternative répondant à ces mêmes besoins et ne pourra se contenter de « déconstruire » le discours de radicalisation. Cette étude ayant été commandée par le Service Public Fédéral Intérieur, on peut imaginer qu'elle a, logiquement, inspiré les initiatives, provenant de différents niveaux de

pouvoir, visant à contrer le phénomène de radicalisation observé chez une partie des jeunes musulmans.

LES PLANS ANTI-RADICALISATIONS

Au niveau des communes, il est impossible de faire le recensement exhaustif de tout ce qui a été mis en place. Le plus souvent, les efforts se sont portés sur la détection de signes de radicalisation au sein de la jeunesse et la tentative de raisonner, d'une manière ou d'une autre, ceux qui adhéraient au discours djihadiste. Certains pouvoirs locaux ont également mis en place des structures d'aide ou de soutien aux parents qui ont vécu, ou craignent, un départ vers la Syrie d'un de leurs enfants. Une attention a évidemment également été portée à un meilleur échange des renseignements entre les services préventifs et policiers mais aussi entre les communes et les autres niveaux de pouvoir. Au niveau de la Communauté française, une attention particulière a été portée à la lutte contre la radicalisation à l'école. Elle se fait via la formation du personnel enseignant et psy (centres PMS) mais aussi par la mise au point d'outils pédagogiques pour permettre de rendre les élèves plus résistants face à l'endoctrinement. Enfin, le contenu des futurs cours de citoyenneté (en primaire dès la rentrée 2016 puis en secondaire l'année scolaire suivante), qui ne font pas partie *stricto sensu* du dispositif anti-radicalisation, devraient normalement contribuer à lutter contre les discours extrémistes.

Au niveau fédéral, le ministre de la Justice, Koen Geens, a mis au point un dispositif pour détecter la radicalisation en prison et la combattre par un suivi de conseillers islamiques. Il est également prévu de séparer, dans des sections spéciales, les détenus les plus radicalisés susceptibles de servir de recruteurs. Mais c'est surtout au niveau de la sécurité que des mesures ont été prises : outre une amélioration du travail de surveillance et de renseignement, des militaires peuvent être déployés devant des endroits jugés sensibles en fonction du niveau analysé de la menace terroriste. Trois projets de loi doivent également être adoptés, si ce n'est déjà fait au moment de la publication de cette analyse. Ils concernent notamment des mesures de déchéance de la nationalité pour les naturalisés, des possibilités de confiscation de la carte d'identité et de passeport pour les personnes suspectées de vouloir se rendre en Syrie ou en Irak ainsi que le retrait ou le refus d'un statut de protection pour les réfugiés ou demandeurs d'asile considérés comme « grands criminels » (21). À ce sujet, il faudra surveiller quelle sera la définition donnée à cette notion parce que si elle laisse trop de place à l'interprétation, on peut craindre qu'elle serve surtout d'outil de restriction au droit d'asile.

Il est encore trop tôt pour juger de l'efficacité de certaines de ses mesures et la pertinence d'autres, qui paraissent purement symboliques, peut être discutée. Dans l'immédiat, nous nous contenterons d'observer que la recommandation de l'étude évoquée ci-dessus, à savoir proposer une alternative au projet djihadiste rencontrant les besoins de sens et de justice d'une partie de la jeunesse, semble être restée lettre morte. Rien d'étonnant si on se rappelle qu'en début d'année, un des leitmotifs politique entendu lors des débats qui ont suivi les attentats de Charlie Hebdo et les événements qui ont secoué Verviers, était que « *la société ne pouvait pas être blâmée pour la radicalisation.* » Il semble pourtant de plus en plus évident que de réelles et concrètes actions visant à réduire les discriminations raciales, ou à combattre une islamophobie de plus en plus visible, auront autant, si pas plus, d'effets que des mesures sécuritaires, des discours moralisateurs ou des appels à la raison. Il s'agit d'offrir d'autres perspectives d'avenir à une jeunesse désenchantée et désormais hostile à notre société. Hélas, il suffit de jeter un coup d'œil à l'évolution politique de la plupart des pays européens pour constater qu'elle ne va pas dans ce sens.

DÉMYSTIFIER DAECH

Faut-il pour autant se résoudre à voir ces jeunes en colère détruire leur vie et celle des autres en Syrie ou ici ? Certes non. La « mode du djihad » finira sans doute par s'atténuer, voire disparaître. On peut déjà supposer que les candidats au départ qui étaient attirés par un aspect humanitaire – venir en aide à des « frères » combattus par le pouvoir syrien – ont réalisé que là n'était pas le but de Daech. Sur les champs de bataille, en effet, l'organisation djihadiste et l'armée régulière syrienne s'évitent autant qu'ils le peuvent et la plupart des victimes de Daech font partie des autres forces d'opposition.

Un autre coup porté à l'organisation vient des nombreux sites conspirationnistes que nous évoquions dans une analyse précédente ¹. Au milieu de l'été, un article de Dabiq, magazine de propagande de Daech, s'en prenait aux « théoriciens de la conspiration » qui propageait l'idée que l'armée islamique n'était qu'une création des services secrets américains (22). Or, les passerelles entre sites dits complotistes et islamistes existent et sont fondées sur leur détestation de deux ennemis communs : l'impérialisme américain et Israël. Sans aller jusque là, des émissions télévisées, des articles de presse ou des sites Internet expliquent déjà en quoi l'essor de Daech est, en effet, une conséquence de la politique américaine en Irak et en Syrie. Mais, souvent, les médias qui font cela sont peu ou pas consultés par les jeunes en voie de radicalisation. Il pourrait donc être intéressant que les

1 <http://www.lesitinerrances.com/site/images/stories/analyse2015/2015-05int.pdf>

médias de masse popularisent, et vulgarisent, également ce type d'analyses plutôt que de toujours aborder ce sujet par le prisme du sensationnalisme.

De la même manière, il est étonnant de voir à quel point les médias évoquent sans cesse le danger potentiel des « *returnees* » sans tenir compte que seule une partie de ceux-ci représentent un danger pour la sécurité. Certains reviennent de là-bas complètement désillusionnés. En effet, la réalité sur place est loin d'être fidèle à la propagande. Arrivés sur place, les futurs combattants ne se retrouvent pas dans une armée mais bien face à des regroupements d'unités de combat sans vraiment savoir s'il s'agit de Daech, du Front Al-Nosra ou d'une autre faction. D'autant que ces brigades changent parfois d'affiliations en fonction de l'évolution du rapport de force (14). Il faut ensuite faire face au décalage entre l'envie de combattre et les besoins opérationnels des groupes sur place qui ont besoin de combattants un minimum aguerris. Mais aussi à la rareté des ressources, notamment des munitions, qui fait qu'on ne donne des armes qu'à ceux qui en feront bon usage. Sans compter que des témoignages de djihadistes français révèlent qu'il faut acheter son arme ainsi que les munitions. Les aspirants combattants qui ne sont pas jugés aptes au combat se trouvent confinés à des tâches subalternes (gardes,...) ou sont endoctrinés pour en faire des candidats à l'attentat-suicide. L'obstacle de la langue ou la méconnaissance de la situation politique locale sont d'autres obstacles qui peuvent devenir des sources de désenchantement (14).

Médiatiser cette réalité pourrait être un moyen de dégonfler « *la bulle imaginaire qui l'entoure plutôt que de faire de Daech le diable : il y a bien longtemps que le diable attire les jeunes qui ne croient plus au Bon Dieu...* » (12) Cela aiderait également notre société à comprendre que tous les ex-combattants ne sont pas irrécupérables. Et que si les politiques de lutte contre la radicalisation ne peuvent pas être que sécuritaires et punitives au risque de devenir contre-productives, il en va de même pour les politiques de réinsertion des ex-djihadistes.

BIBLIOGRAPHIE

(1) Geopolis, « Syrie, Irak, Libye: l'ONU chiffre à 25.000 les djihadistes étrangers » (en ligne) c 2015 (consulté le 10/08/2015) Disponible sur : <http://geopolis.francetvinfo.fr/syrie-irak-libye-lonu-chiffre-a-25000-les-djihadistes-etrangers-57805>

(2) L'Avenir, « Plutôt 5.000 que 3.000 djihadistes européens au Moyen-Orient » (en ligne) c 2015 (consulté le 10/08/2015) Disponible sur : http://www.lavenir.net/cnt/DMF20150330_00626268

(3) Le Soir, « Le djihad attire moins de Belges », édition du 14/8/2015, p.4

(4) pietervanostaeyen.wordpress.com, « Belgian fighters in Syria and Iraq ~ August 2015 » (en ligne) c 2015 (consulté le 17/08/2015) Disponible sur : <https://pietervanostaeyen.wordpress.com/2015/08/15/belgian-fighters-in-syria-and-iraq-august-2015>

(5) Etudes Etopia, « Qui sont ces Belges partis combattre en Syrie ? » par Mohssin El Gharbi et Soufian Gharbaoui (en ligne) c 2014 (consulté le 11/08/2015) Disponible sur : <http://www.etopia.be/spip.php?article2663>

(6) La Libre Belgique, « L'ex-chahuteur de l'ULB était électron libre en Syrie », édition du 14/8/2015, p. 5

(7) Egmont, « Egmont Paper 75 - What drives Europeans to Syria, and to IS? Insights from the belgian case », March 2015 – Update June 2015, Academia Press.

(8) La Libre Belgique, « La moitié des djihadistes belges avaient déjà un casier judiciaire avant leur départ en Syrie », édition du 14/8/2015, p.4

(9) Exposé de Fabienne Brion lors de la conférence « Jeunesse et radicalisation : revendiquer un autre monde ? », organisée le 17 juin 2015 par l'Administration Générale de la Culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

(10) Libération, « Le jihad est aujourd'hui la seule cause sur le marché » (en ligne) c 2014 (consulté le 10/8/2015). Disponible sur : http://www.liberation.fr/monde/2014/10/03/le-jihad-est-aujourd-hui-la-seule-cause-sur-le-marche_1114269

(11) L'Opinion, « Olivier Roy : Chez les jeunes anti-système, le jihad a remplacé le mythe de la révolution » (en ligne) <http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/olivier-roy-chez-jeunes-anti-systeme-djihad-a-remplace-mythe-revolution-18783>

(12) Le Point, « Olivier Roy : Pour lutter contre la tentation djihadiste, il faut dégonfler la bulle imaginaire qui l'entoure » (en ligne) c 2014 (consulté le 16/11/2014) Disponible sur : http://www.lepoint.fr/culture/olivier-roy-pour-lutter-contre-la-tentation-djihadiste-il-faut-degonfler-la-bulle-imaginaire-qui-l-entoure-16-11-2014-1881564_3.php

(13) L'Express, « Olivier Roy : les jeunes djihadistes sont des suicidaires » (en ligne) http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/olivier-roy-les-jeunes-djihadistes-sont-des-suicidaires_1616584.html#SoiAJ6yA8wp6DIrp.99

(14) Le Monde Diplomatique, « Des brigadistes aux djihadistes, combattre à l'étranger », édition d'août 2015, pp. 22-23

(15) Nicolas Hénin, « Jihad Academy. Nos erreurs face à l'État islamique », Fayard, 260 pages.

(16) Euronews, « Nicolas Hénin, journaliste plus qu'ex-otage de Daech » (en ligne) c 2015 (consulté le 12/08/2015) Disponible sur : <http://fr.euronews.com/2015/03/02/nicolas-henin-journaliste-plus-qu-ex-otage-de-daech/>

(17) La Presse, « Le cas belge » (en ligne) c 2015 (consulté le 17/08/2015) Disponible sur : <http://plus.lapresse.ca/screens/50729178-70d3-48a3-98c7-1618dfafad95|ZZ4H6-nLmTkG.html>

(18) Montasser AlDe'emeh, « Pourquoi nous sommes tous des djihadistes », éditions La Boîte à Pandore, 277 pages.

(19) La Libre Belgique, « La radicalisation violente n'est pas à chercher sur Internet », édition du 27/5/2015, p.9

(20) Belspo, « Comprendre et expliquer le rôle des nouveaux médias sociaux dans la formation de l'extrémisme violent. Une recherche qualitative et quantitative » (en ligne) c 2014 (consulté le 18/08/2015) Disponible sur : http://www.belspo.be/belspo/fedra/TA/synTA043_fr.pdf

(21) La Libre Belgique, « Le plan contre le radicalisme et le terrorisme du gouvernement se concrétise » (en ligne) c 2015 (consulté le 18/08/2015) Disponible sur : <http://www.lalibre.be/actu/belgique/le-plan-contre-le-radicalisme-et-le-terrorisme-du-gouvernement-se-concretise-557ad7e035704a6683014938>

(22) Paris Match, « Daech affaiblit par les théories du complot » (en ligne) c 2015 (consulté le 19/08/2015) Disponible sur : <http://www.parismatch.com/Actu/Insolite/Daech-affaiblit-par-les-theories-du-complot-804324>

